



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
28 février 2002

Original: français

---

**Lettre datée du 26 février 2002, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de l'Espagne auprès  
de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de porter à votre attention le document suivant de l'Union européenne publié le 18 février 2002 : Conclusions du Conseil affaires générales, Balkans occidentaux, Bruxelles, le 18 février 2002 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de l'Espagne  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Inocencio F. Arias



**Annexe à la lettre datée du 26 février 2002, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais, espagnol et français]

**Balkans occidentaux**

**– RELÈVE DU GROUPE INTERNATIONAL DE POLICE (GIP) – Conclusions du Conseil**

- "1. Rappelant ses conclusions du 28 janvier 2002, le Conseil a annoncé que l'UE était prête à assurer, à compter du 1er janvier 2003, la relève du Groupe international de police des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (GIP). Pour assurer efficacement cette relève, l'UE envisage une approche élargie, à savoir des activités portant sur l'ensemble des aspects de l'État de droit, y compris les programmes de développement institutionnel et les activités de police, qui devraient se compléter et se renforcer mutuellement. La Mission de police de l'Union européenne, soutenue par les programmes de développement institutionnel de la Communauté européenne, contribuerait à la mise en œuvre de l'ensemble du processus de paix en Bosnie-Herzégovine, ainsi qu'aux réalisations de la politique globale de l'UE dans la région, en particulier au regard du processus de stabilisation et d'association.
2. Conformément aux objectifs généraux définis à l'annexe 11 de l'accord de Dayton, sa mission serait d'établir des dispositifs de police durables sous gestion bosniaque, conformément aux meilleures pratiques européennes et internationales, et, ce faisant, d'améliorer le niveau de la police en Bosnie-Herzégovine. La Mission de police de l'Union européenne, dotée des pouvoirs nécessaires pour mener des actions de suivi, d'encadrement et d'inspection, devrait avoir atteint ses objectifs à la fin de 2005.
3. Rappelant que l'UE estime que l'avenir de la Bosnie-Herzégovine réside dans son intégration dans les structures européennes, le Conseil a exprimé son souhait de désigner comme Représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine (RSUE) le prochain Haut Représentant en Bosnie-Herzégovine. Il aurait une vue globale de toutes les activités menées dans le domaine de l'État de droit et, dans ce cadre, il conseillerait le Secrétaire général/Haut Représentant de l'UE (SG/HR) et la Commission, en fonction des besoins. Le COPs exercerait le contrôle politique de la mission et en définirait l'orientation stratégique.
4. Le Conseil a souligné qu'il était important d'assurer une transition sans heurts entre le GIP et la Mission de police de l'UE et, à cet égard, il a souligné le rôle central que jouera le commissaire de police qui sera désigné.
5. Le Conseil a invité la présidence, secondée par le SG/HR, d'une part, à informer la communauté internationale que l'UE est prête à mettre en place la Mission de police de l'UE, et, d'autre part, à continuer d'agir en coordination avec les Nations Unies et à consulter les organisations concernées, notamment l'OTAN et l'OSCE.

6. Des contacts appropriés seront pris avec le gouvernement de la Bosnie-Herzégovine, ainsi qu'avec les autorités concernées.
7. Le financement de la Mission de police de l'UE est spécifié à l'Annexe IV.
8. Prenant acte des contributions appréciables apportées au GIP par d'autres États, le Conseil est convenu d'inviter, en premier lieu, les membres européens de l'OTAN non membres de l'UE et d'autres États, candidats à l'adhésion à l'UE, ainsi que d'autres États membres de l'OSCE non membres de l'UE qui contribuent actuellement au GIP, à faire, en temps voulu, des offres de contribution pour la Mission de police de l'UE. Afin que les consultations nécessaires aient lieu, le Conseil a invité le COPS à organiser, dans les meilleurs délais, des réunions avec ces contributeurs potentiels, conformément aux procédures décrites dans l'annexe correspondante.
9. Le mandat, la chaîne de commandement, le dispositif de coordination et le financement, ainsi que les modalités relatives aux contributions des États tiers à la Mission de police de l'UE, sont décrits dans les annexes aux présentes conclusions.
10. Le Conseil a invité ses organes compétents à poursuivre les travaux relatifs à la Mission de police de l'UE et à élaborer les instruments juridiques nécessaires en vue de sa session du 11 mars 2002".

**ANNEXE I****MISSION DE POLICE DE L'UE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE: MANDAT**

On trouvera esquisé ci-après le mandat de la Mission de police de l'UE qui assurera la relève du GIP des Nations Unies, dans le cadre du soutien global que l'UE apporte au secteur de l'État de droit en Bosnie-Herzégovine.

**I. Niveau politique/stratégique**

1. Le mandat qui serait proposé pour une éventuelle opération de police comporterait les éléments suivants:
2. La Mission de police de l'UE (MPUE) qui doit prendre la relève du GIP des Nations Unies, soutenue par les programmes de développement institutionnel de la Communauté européenne, devrait viser, dans le cadre plus large de l'action en faveur de l'État de droit et conformément aux objectifs généraux de l'annexe 11 de l'accord de Dayton, à établir des dispositifs de police durables sous gestion bosniaque, conformément aux meilleures pratiques européennes et internationales et, ce faisant, à améliorer le niveau de la police en Bosnie-Herzégovine. Pour y parvenir, cette mission, d'une durée de trois ans, devrait être dotée des pouvoirs nécessaires et se concentrer sur les objectifs suivants:
  - maintenir, en assurant la continuité avec les acquis du GIP, les niveaux actuels de compétence, au plan institutionnel et personnel;
  - améliorer, par des actions de suivi, d'encadrement et d'inspection, les capacités de gestion et d'action de la police; à cette fin, mettre l'accent sur la délégation de pouvoirs et des principes de gestion axés sur la qualité, ainsi que sur l'amélioration des capacités de planification opérationnelle fondées sur l'analyse;
  - renforcer le professionnalisme au niveau supérieur dans les ministères ainsi qu'au niveau des officiers de police supérieurs par des fonctions de conseil et d'inspection;
  - et veiller à ce qu'un contrôle politique approprié soit exercé sur la police.
3. La mission ne supposera pas de pouvoirs d'exécution ni le déploiement d'éléments armés.

**II. Objectifs au niveau opérationnel**

4. La MPUE, qui sera dotée de l'autorité nécessaire pour assurer des opérations de suivi, d'encadrement et d'inspection et dont l'action s'intégrera dans le cadre plus large de l'action en faveur de l'État de droit, devrait atteindre les objectifs décrits ci-dessus d'ici la fin de 2005; à cet effet, elle devra veiller à ce que les services de police de Bosnie-Herzégovine:
  - agissent de manière professionnelle et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables;
  - ne fassent l'objet d'aucune ingérence politique et soient dirigés par des agents apolitiques, qualifiés et répondant de leurs actes;
  - possèdent l'intégrité, les connaissances et les moyens de s'acquitter de leurs fonctions d'une manière transparente et objective;
  - au niveau des ministères et des officiers de police supérieurs, adoptent une culture professionnelle basée sur un système de gestion interne juste et transparent, où chacun est responsable de ses actes, notamment par des contrôles internes et l'application des procédures disciplinaires les plus rigoureuses;
  - fassent en sorte que les méthodes de gestion soient mises en œuvre grâce à des politiques équitables et impartiales en ce qui concerne le recrutement, la formation, la spécialisation et les promotions du personnel, ainsi qu'en matière disciplinaire;

- se fondent sur une structure transparente qui tienne compte de la composition multiethnique de la société et qui soit satisfaisante au niveau de l'égalité des sexes;
- gèrent le personnel et les ressources avec efficacité dans un cadre institutionnel approprié et dont le coût ne soit pas excessif;
- standardisent les systèmes d'enregistrement et d'analyse des données afin de faciliter les échanges d'informations nécessaires à la planification opérationnelle et aux enquêtes, en vue de promouvoir la mise en place d'un système de statistiques criminelles à l'échelle de la Bosnie-Herzégovine tout entière;
- mettent en place une coopération entre toutes les forces de police de Bosnie-Herzégovine, y compris entre les entités et entre les cantons (création de structures en vue de la coordination, de l'échange d'informations et de l'instauration d'un climat de confiance);
- mènent des enquêtes de police judiciaire sur les affaires de corruption, quelles qu'en soient les conséquences politiques;
- soient capables d'enquêter sur tous les types d'activités criminelles et de les contrer, y compris la criminalité organisée et le terrorisme par le biais d'une cellule au niveau de l'État faisant partie intégrante du système judiciaire, coopérant étroitement avec le ministère public et agissant dans le cadre d'un système de justice pénale réformé;
- procèdent, en étroite coopération avec la SFOR, à des échanges d'informations spécialisées pour appuyer l'action de la cellule créée au niveau de l'État et d'autres autorités appropriées;
- aient les moyens de réagir à des troubles publics en appliquant des méthodes policières modernes et sans parti pris politique ou ethnique;
- s'engagent dans une coopération constructive avec les services de police des États voisins (pays concernés par le processus de stabilisation et d'association) et des États membres de l'UE.

### III. Méthodologie

5. Il convient de noter que l'efficacité d'une Mission de police de l'UE adoptant une approche managériale dépendra directement des compétences du personnel et de sa capacité à faire œuvre de continuité et à tabler sur l'acquis institutionnel. À cet effet, il est fortement recommandé de sélectionner du personnel qualifié et de le détacher pour des périodes d'au moins un an.
6. Pour que les objectifs ci-dessus soient atteints d'ici la fin de 2005, la MPUE devrait:
  - installer la police internationale aux mêmes endroits que les commandants dans les différentes entités, les centres chargés de la sécurité publique, les cantons, le district de Brcko, l'agence nationale de protection du renseignement et le service national des frontières aux niveaux intermédiaire et supérieur de la police de Bosnie-Herzégovine;
  - pouvoir relever de leurs fonctions les agents qui ne respectent pas les règles, sur recommandation du commissaire de police de l'UE adressée au Haut Représentant;
  - coordonner son action avec le Bureau du Haut Représentant en vue de contribuer à la réalisation des objectifs globaux définis par la communauté internationale dans le domaine de l'État de droit, ainsi qu'avec d'autres organisations au sein de la communauté internationale, en fonction des circonstances;
  - rester en contact avec la SFOR sur les questions de sécurité publique, y compris pour pouvoir apporter un soutien à la SFOR en cas d'urgence.

## **ANNEXE II**

### **MISSION DE POLICE DE L'UE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE: CHAÎNE DE COMMANDEMENT**

La structure de la Mission de police de l'UE, qui s'inscrit dans le cadre plus large de l'action de l'UE en faveur de l'État de droit en Bosnie-Herzégovine, devrait comporter une chaîne de commandement UE unifiée, en tant qu'opération de gestion de crise.

Sans préjudice des dispositions pertinentes de l'accord de Dayton et de ses annexes:

- le Représentant spécial de l'UE rendrait compte au Conseil par l'intermédiaire du SG/HR,
- le COPS assurerait le contrôle politique et la direction stratégique,
- le commissaire de police dirigerait la mission et assurerait sa gestion quotidienne,
- le commissaire de police rendrait compte au SG/HR par l'intermédiaire du Représentant spécial,
- le SG/HR donnerait des orientations au commissaire de police par l'intermédiaire du Représentant spécial.

## **ANNEXE III**

### **MISSION DE POLICE DE L'UE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE: DISPOSITIF DE COORDINATION**

1. Le Conseil a exprimé son souhait de désigner le Haut Représentant en Bosnie-Herzégovine comme Représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine (RSUE). Par ce geste, l'UE exprimerait clairement que l'avenir de la Bosnie-Herzégovine réside dans son intégration dans les structures européennes, dans le prolongement du processus de stabilisation et d'association. Ce représentant aurait une vue globale de toutes les activités menées dans le domaine de l'état de droit et, dans ce cadre, il conseillerait le SG/HR et la Commission, en fonction des besoins. Le rôle du RSUE n'affecterait en rien le mandat du Haut Représentant en Bosnie-Herzégovine, y compris pour ce qui est de son rôle de coordination des activités de toutes les organisations et institutions civiles, comme indiqué dans l'accord de paix de Dayton et dans les décisions ultérieures du Conseil de mise en œuvre de la paix. Dans le cadre de ses responsabilités élargies, le RSUE aurait autorité pour donner des instructions, en fonction des besoins, au commissaire de police, tout en rendant compte au Conseil par l'intermédiaire du SG/HR. Le COPS exercerait le contrôle politique de la Mission de police de l'UE et en définirait l'orientation stratégique. Le COPS serait régulièrement informé de tous les aspects de la mission, notamment par le Représentant spécial de l'UE et le commissaire de police, selon les besoins.
2. Pour assurer efficacement la relève du GIP des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, l'UE doit envisager une approche élargie, à savoir les activités portant sur l'ensemble des aspects de l'État de droit, y compris les programmes de développement institutionnel et les activités de police, qui devraient se compléter et se renforcer mutuellement. À cette fin, un dispositif de coordination est nécessaire tant à Sarajevo qu'à Bruxelles.
3. Un groupe conjoint de coordination informel serait institué à Sarajevo. Il réunirait des représentants de la Mission de police de l'UE et de la délégation de la Commission à Sarajevo s'occupant du programme CARDS. Ce groupe se réunirait régulièrement et échangerait des informations sur la planification et la mise en œuvre de projets complémentaires, et porterait à la connaissance de la présidence, du SG/HR et de la Commission à Bruxelles tout ce qui pourrait nécessiter leur attention; il contribuerait à l'élaboration des positions de l'UE présentées au sein de la task force du BHR sur l'État de droit.

4. À Bruxelles, la coordination entre le secrétariat du Conseil et la Commission, à laquelle sera associée la présidence, continuera à être assurée par une task force informelle. Pour ce qui est de la présentation des rapports au Conseil et à ses instances, les règles habituelles en matière de représentation et de coordination seraient applicables.
5. Conformément au règlement (CE) n° 2666/2000 du Conseil du 5 décembre 2000 relatif au programme CARDS, la Commission consulterait le Haut Représentant en Bosnie-Herzégovine concernant la mise en œuvre de l'assistance communautaire. La Commission assurerait aussi la coordination effective de l'assistance de la Communauté et des États membres et encouragerait la coordination et la coopération avec les IFI, les Nations Unies et les autres donateurs.
6. Ni le dispositif évoqué ci-dessus, ni l'éventuelle dualité de la fonction du nouveau Haut Représentant à Sarajevo, qui serait aussi RSUE, n'affecteraient la responsabilité, décrite dans le traité et soulignée dans de récents rapports de la Cour des comptes, de la Commission s'agissant de CARDS/des activités du premier pilier, de la chaîne de commandement d'une opération PESD.

#### ANNEXE IV

##### MISSION DE POLICE DE L'UE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE: ASPECTS FINANCIERS

1. Estimation des coûts de l'opération:
  - 14 millions d'euros pour la mise en route (y compris l'équipement) en 2002;
  - 38 millions d'euros par an au maximum pour les frais de fonctionnement de 2003 à 2005, répartis comme suit:
    - 17 millions au maximum pour les indemnités journalières de subsistance, en fonction de l'indemnité journalière qui aura été fixée et 1 million pour les frais de voyage;
    - 11 millions pour le fonctionnement opérationnel, y compris 4 millions pour le personnel local, 5 millions pour le personnel civil international.
  - Les rémunérations des policiers détachés, ainsi que des autres personnes éventuellement détachées, seront prises en charge par l'État d'origine, même s'il n'est pas membre de l'UE.
2. Les coûts de mise en route de la mission, qui s'élèvent à 14 millions d'euros, peuvent être financés dans le cadre du budget PESD pour 2002, en tenant compte des 10 millions déjà prévus et de la possibilité de redéploiement entre les priorités existantes au sein de ce budget.
3. Pour ce qui concerne les frais de fonctionnement annuels, le Conseil est convenu que les 17 millions d'euros pour les indemnités journalières et le million d'euros pour les frais de voyage seront financés par ceux qui les occasionnent. Les 20 millions d'euros restants devraient être financés dans le cadre du budget PESD. Compte tenu des ressources actuellement disponibles dans le cadre de ce budget, 10 millions d'euros par an pourraient être réservés aux frais de fonctionnement annuels pour la période 2003 - 2005. Il faudrait donc prévoir une augmentation du budget PESD pour les années 2003 - 2005 pour couvrir les 10 millions d'euros manquants. La Commission a indiqué qu'elle réexaminerait ses propositions budgétaires pour 2003 compte tenu de cette situation. La présidence consultera le Parlement européen à ce sujet. Tout au long de la procédure budgétaire pour 2003, le financement de la MPUE sera l'une des priorités du Conseil.
4. Si les moyens provenant du budget PESD n'étaient pas suffisants, le Conseil déciderait, conformément aux dispositions du traité, des modalités du financement de tout déficit restant, qui serait constitué des coûts communs.
5. Les arrangements financiers respecteront les exigences opérationnelles de la MPUE, y compris en ce qui concerne la compatibilité des équipements et l'interopérabilité de ses équipes.

6. En arrêtant les arrangements financiers pour la MPUE, le Conseil prend acte des limites financières du budget de la PESC.
7. Il est entendu que les modalités de financement proposées ne constitueront pas un précédent pour de futures opérations PESD.

## **ANNEXE V**

### **MISSION DE POLICE DE L'UE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE: MODALITÉS DE CONTRIBUTION DES PAYS TIERS**

#### **I. Considérations d'ordre général**

1. Compte tenu des contributions appréciables que d'autres pays ont apportées au GIP, ainsi que des conclusions des Conseils européens de Nice et de Göteborg, le Conseil a décidé que des pays tiers seraient invités à contribuer à une Mission de police de l'UE en Bosnie-Herzégovine.
2. Le Conseil a décidé que, dans un premier temps, les États européens membres de l'OTAN ne faisant pas partie de l'UE et d'autres pays candidats à l'adhésion à l'UE, ainsi que d'autres États membres de l'OSCE ne faisant pas partie de l'UE qui contribuent actuellement au GIP, seraient invités à faire des offres de contributions.
3. L'autonomie décisionnelle de l'UE et le cadre institutionnel unique de l'Union seront pleinement respectés.
4. Une majorité importante des officiers de police devrait provenir des États membres de l'UE. Ce principe vaut également pour le reste du personnel international. Une décision sur le nombre ou le pourcentage d'officiers de police qui seront fournis par les États membres de l'UE sera prise à bref délai et les pays tiers en seront informés de manière à pouvoir définir leur éventuelle contribution en connaissance de cause.

#### **II. Consultations**

5. Il conviendrait d'établir sans tarder des contacts avec les pays tiers concernés en vue de les informer et d'avoir une idée claire de l'intérêt qu'ils portent à une éventuelle participation et des contributions qu'ils pourraient apporter.
6. Pour les États européens membres de l'OTAN ne faisant pas partie de l'UE et d'autres pays candidats à l'adhésion à l'UE, l'annexe II des conclusions de Göteborg prévoit que la formation "UE + 15" pourrait servir "de cadre aux consultations, en vue d'éventuelles contributions à une mission, pendant la période précédant l'adoption par le Conseil d'une décision de lancer une opération de police".
7. Certains pays tiers autres que ceux visés au point précédent fournissent déjà des contributions appréciables au GIP. L'annexe II des conclusions de Göteborg prévoit que "afin de faciliter la coopération dans ce domaine avec un large éventail de partenaires potentiels, notamment la Russie, l'Ukraine, d'autres États européens avec lesquels l'Union entretient un dialogue politique et d'autres États intéressés, comme le Canada, la police pourrait figurer au nombre des questions abordées dans le contexte du dialogue, de la coopération et des consultations en matière de PESD avec les pays concernés dans le cadre des arrangements existants".
8. Sur la base des modalités arrêtées à Göteborg, le COPS mènerait des consultations avec les pays retenus comme contributeurs éventuels. La présidence/le Secrétariat prendra, en fonction des besoins, des contacts informels avec ces pays, individuellement ou collectivement, en vue notamment d'assurer le suivi des réunions (information, précisions sur leur contribution éventuelle en effectifs ou en financement, etc.).



9. Des informations seraient fournies aux contributeurs éventuels sur la part approximative du personnel de la mission qui pourrait provenir de pays tiers, ainsi que sur le profil exigé de ce personnel. À cette fin, les États membres de l'UE devraient se prononcer de toute urgence sur l'importance et la nature des contributions qu'ils sont disposés à apporter à la Mission de police. Pour ce faire, il faudrait dans un premier temps que le responsable de l'équipe de planification établisse sans délai les profils du personnel nécessaire. Dès que l'on aura une idée claire des contributions que les États membres de l'UE apporteraient à la mission, le responsable de l'équipe de planification déterminerait le nombre et le type des agents que pourraient fournir les pays tiers et informerait ceux-ci en conséquence. À ce stade, il serait sans doute utile d'intensifier les contacts avec les pays tiers dans la formation appropriée, en particulier au niveau d'experts.
10. Les contributions offertes par des pays tiers seraient évaluées sur la base des exigences fixées par l'UE pour cette mission. Ces contributions devraient satisfaire aux critères établis. Par la suite, l'UE déciderait d'accepter les offres jugées appropriées.
11. Les futurs contributeurs de pays tiers seraient invités, s'il y a lieu, à des réunions d'information au niveau des experts (qui se tiendraient à Bruxelles ou sur le terrain, selon l'endroit où se trouve l'équipe de planification) afin de les informer de l'état d'avancement des préparatifs et de leur permettre de préparer comme il se doit leur contribution nationale à la Mission de police de l'UE. Au besoin, le responsable de l'équipe de planification participera à ces réunions.

### **III. Phase opérationnelle**

12. Conformément à l'annexe II des conclusions de Göteborg, "tous les États tiers qui contribuent de manière significative à la mission de l'UE auront, pour ce qui est de la gestion courante de l'opération, les mêmes droits et obligations que les États membres de l'UE participant à l'opération".
13. Il conviendrait d'éviter que Bruxelles gère la Mission de police de l'UE jusque dans ses moindres détails. À cet égard, la participation à la gestion courante de l'opération des États tiers qui apportent des contributions significatives devrait se faire sur le terrain, y compris au sein de l'état-major de la Mission de police, compte tenu notamment des enseignements tirés dans le cadre de l'EUMM.
14. Au besoin, des réunions d'experts pourraient avoir lieu à Bruxelles. Pendant le déroulement de l'opération, le COPS peut procéder à des consultations avec des représentants d'États tiers apportant une contribution à la mission.
15. La décision de l'UE de mettre fin à l'opération sera prise après consultation des pays qui apportent une contribution.

